

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2015/200855]

10 FEVRIER 2015. — Arrêté ministériel portant approbation des modifications au règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion de FAMIFED

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Vu la loi du 26 juillet 1960 portant réorganisation des organismes d'allocations familiales, l'article 10;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, l'article 19;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1960 portant organisation de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés et de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs indépendants, l'article 8;

Vu l'arrêté ministériel du 24 mai 2012 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés;

Sur la proposition du Comité de gestion de FAMIFED du 2 avril 2014,

Arrête :

Article 1^{er}. Les modifications au règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion de FAMIFED approuvé par l'arrêté ministériel du 24 mai 2012, qui sont jointes en annexe du présent arrêté, sont approuvées.

Donné à Bruxelles, le 10 février 2015.

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

Annexe

Modifications au règlement d'ordre intérieur
du Comité de gestion de FAMIFED

Article 1^{er}. L'article 7 du règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, approuvé par l'arrêté ministériel du 24 mai 2012, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 7. L'ordre du jour est établi par le président, en fonction, notamment, de demandes d'inscription de points formulées par un ou plusieurs membres et après consultation de l'administrateur général. Il est envoyé aux membres du Comité de gestion au moins trois jours avant la date de la réunion."

Art. 2. A l'article 9 du même règlement, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le point 1 est remplacé par ce qui suit :

« 1. Le Comité de gestion ne peut délibérer valablement qu'en la présence d'une majorité :

- des représentants des organisations de travailleurs;
- des représentants d'employeurs et des organisations représentatives des classes moyennes;
- des représentants d'autres organisations intéressées à la gestion de l'Office;
- des représentants des entités fédérées, sauf sur les points à l'ordre du jour qui concernent la gestion du personnel et le statut fédéral de celui-ci.

Une liste des présences est signée par les membres. »;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2015/200855]

10 FEBRUARI 2015. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van de wijzigingen aan het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van FAMIFED

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 26 juli 1960 tot herinrichting van de instellingen voor kinderbijslag, artikel 10;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, artikel 19;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 september 1960 tot inrichting van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers en van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor zelfstandigen, artikel 8;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 mei 2012 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers;

Op voorstel van het Beheerscomité van FAMIFED van 2 april 2014,

Besluit :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde wijzigingen aan het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van FAMIFED goedgekeurd door het ministerieel besluit van 24 mei 2012, worden goedgekeurd.

Gegeven te Brussel, 10 februari 2015.

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

Bijlage

Wijzigingen aan het huishoudelijk reglement
van het Beheerscomité van FAMIFED

Artikel 1. Artikel 7 van het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers, goedgekeurd door het ministerieel besluit van 24 mei 2012, wordt vervangen als volgt :

"Art. 7. De agenda wordt, onder meer op basis van vragen van een of meer leden om punten in te schrijven en na raadpleging van de administrateur-generaal, door de voorzitter vastgesteld. Hij wordt tenminste drie dagen vóór de datum van de vergadering aan de leden van het Beheerscomité bezorgd."

Art. 2. In artikel 9 van hetzelfde reglement, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o punt 1 wordt vervangen als volgt :

"Het Beheerscomité kan slechts geldig beraadslagen als een meerderheid aanwezig is van :

- de vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties;
- de vertegenwoordigers van de werkgevers en van de organisaties die de middenstand vertegenwoordigen;
- de vertegenwoordigers van de andere organisaties betrokken bij het beheer van de Rijksdienst;
- de vertegenwoordigers van de deelentiteiten, behalve voor de agendapunten in verband met het beheer van het personeel en zijn federaal statuut.

De leden ondertekenen een aanwezigheidslijst."

2° le point 3 est remplacé par ce qui suit :

« 3. Par dérogation au point 1, en cas d'extrême urgence constatée par le président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par l'administrateur général, lorsque le Comité ne pourra se réunir en temps opportun, une délibération est organisée par voie électronique. A cette fin, un document préparatoire formulant une proposition de décision ou d'avis, est envoyé par courriel aux membres effectifs et aux membres suppléants en cas d'empêchement de ces derniers dûment notifié au président. Les membres s'expriment sur cette proposition, par courriel en réponse, dans les trois jours ouvrables ou endéans tout autre délai fixé par le secrétaire. Le résultat de la délibération électronique est communiqué à l'ensemble des membres par courriel.

Cette délibération par voie électronique est valide pour autant :

a) qu'une majorité des membres de chaque groupe visé au point 1, se soit prononcée sous cette forme;

b) qu'un vote secret n'ait pas été requis par 3 membres au moins, à l'occasion de la délibération par voie électronique. »;

3° il est inséré un point 4 rédigé comme suit :

« 4. Par dérogation au point 1 également, dans la même situation d'extrême urgence, une procédure écrite peut être menée lorsque le quorum des présences n'a pas été atteint sur un point inscrit à l'ordre du jour lors de la dernière réunion en date du Comité.

Les membres effectifs et les membres suppléants en cas d'empêchement de ces derniers dûment notifié au président, absents lors de ladite réunion, s'expriment par voie électronique sur la proposition de décision ou d'avis qui avait été soumise au Comité avant sa réunion, dans les trois jours ouvrables ou endéans tout autre délai fixé par le secrétaire. Les membres invités à prendre part à cette délibération électronique reçoivent les extraits du projet de procès-verbal consignants les délibérations portant sur ladite proposition.

Le quorum est considéré comme atteint pour autant qu'une majorité des membres de chaque groupe visé au point 1, ait été concernée par la prise de décision ou l'adoption de l'avis, en raison de leur présence à la dernière réunion en date du Comité et/ou via la procédure électronique menée.

La délibération menée en partie par voie électronique est valide pour autant qu'un vote secret n'ait pas été requis par 3 membres au moins au total, à l'occasion de la réunion au cours de laquelle le quorum n'a pas été atteint et de la délibération par voie électronique. »

Art. 3. A l'article 10 du même règlement, les mots « soit des membres représentant les employeurs, soit des membres représentant les travailleurs, soit des membres représentant d'autres organisations intéressées par la gestion », sont remplacés par les mots « des membres appartenant à un ou plusieurs bancs représentés ».

Art. 4. L'article 17 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. Les abstentions n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la majorité requise pour la prise de décision. »

Art. 5. A l'article 30, § 2, point 17 du même règlement, les mots « pour travailleurs salariés et des prestations familiales garanties » sont supprimés.

Art. 6. Les modifications apportées par la présente annexe au règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés approuvé par l'arrêté ministériel du 24 mai 2012, produisent leurs effets le 1^{er} juillet 2014.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 10 février 2015 portant approbation des modifications au règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion de FAMIFED.

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[C – 2015/22051]

20 FEVRIER 2015. — Arrêté ministériel du 20 février 2015 portant adaptation des montants annuels visés à l'article 107, §§ 2 et 3, de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants

Le Ministre des Indépendants et
Le Ministre des Pensions,

Vu l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, l'article 30bis, modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2014;

2° punt 3 wordt vervangen als volgt :

“3. Afwijkend van punt 1 gebeurt, bij uiterst dringende noodzakelijkheid vastgesteld door de voorzitter of, als die verhinderd is, door de administrateur-generaal, wanneer het Comité niet tijdig kan samenkomen, de beraadslaging elektronisch. Daartoe wordt een voorbereidend document met een voorstel van beslissing of advies per e-mail naar de effectieve leden en, als die verhinderd zijn en dat meegedeeld is aan de voorzitter, naar de vervangende leden gestuurd. De leden delen hun standpunt over het voorstel mee door die e-mail te beantwoorden binnen drie werkdagen of binnen een andere door de secretaris bepaalde termijn. De uitkomst van de elektronische beraadslaging wordt per e-mail aan alle leden meegedeeld.

Die elektronische beraadslaging is maar geldig als :

a) een meerderheid van de leden van elke in punt 1 bedoelde groep zich in die vorm uitgesproken heeft;

b) en niet minstens drie leden bij de elektronische beraadslaging een geheime stemming gevraagd hebben.”;

3° een punt 4 wordt ingevoegd luidende :

“4. Ook afwijkend van punt 1 en bij dezelfde uiterste hoogdringende, kan wanneer het aanwezigheidsquorum niet bereikt is over een agendapunt van de laatste vergadering van het Comité een schriftelijke procedure gevoerd worden.

De effectieve leden en, als die verhinderd zijn en dat meegedeeld is aan de voorzitter, de vervangende leden die afwezig waren op die vergadering, delen hun standpunt over het voorstel van beslissing of advies dat vóór de vergadering aan het Comité was voorgelegd, elektronisch mee binnen drie werkdagen of een andere door de secretaris bepaalde termijn. De leden die werden uitgenodigd om aan die elektronische beraadslaging deel te nemen ontvangen de uittreksels van het ontwerp van notulen met betrekking tot de beraadslagingen over dat voorstel.

Het quorum wordt beschouwd als bereikt als een meerderheid van de leden van elke groep bedoeld in punt 1 betrokken was bij het nemen van de beslissing of het advies omdat ze aanwezig waren op de laatste vergadering van het Comité en/of via de elektronische procedure.

Een gedeeltelijk elektronische beraadslaging is geldig voor zover niet minstens drie leden in totaal een geheime stemming gevraagd hebben op de vergadering waarop het quorum niet bereikt was en bij de elektronische beraadslaging.”

Art. 3. In artikel 10 van hetzelfde reglement worden de woorden “hetzij van de leden die de werkgevers vertegenwoordigen, hetzij van de leden die de werknemers vertegenwoordigen, hetzij van de leden die andere bij het beheer betrokken organisaties vertegenwoordigen” vervangen door de woorden “van de leden die behoren tot een of meer vertegenwoordigde groepen”.

Art. 4. Artikel 17 van hetzelfde reglement wordt vervangen als volgt:

“Art. 17. De onthoudingen komen niet in aanmerking voor het berekenen van de meerderheid vereist voor de beslissingen.”

Art. 5. In artikel 30, § 2, punt 17 van hetzelfde reglement worden de woorden “voor werknemers en de gewaarborgde gezinsbijslag” geschrapt.

Art. 6. De wijzigingen aangebracht door dit bijlage aan het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers, goedgekeurd door het ministerieel besluit van 24 mei 2012, hebben uitwerking met ingang van 1 juli 2014.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 10 februari 2015 tot goedkeuring van de wijzigingen aan het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van FAMIFED.

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[C – 2015/22051]

20 FEBRUARI 2015. — Ministerieel besluit van 20 februari 2015 tot aanpassing van de jaarbedragen bedoeld in artikel 107, §§ 2 en 3 van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen

De minister van Zelfstandigen en
De Minister van Pensioenen,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, artikel 30bis, laatst gewijzigd bij de wet van 25 april 2014;